

véritablement à la recherche de propositions et qu'il donnera suite à celles qui ont de la valeur, leur moral en sera sûrement relevé. L'administration officielle deviendra plus efficace et le public aura plus de respect pour les entreprises du gouvernement.

Je remarque avec intérêt les ministères du gouvernement américain qui ont réalisé des économies. Après examen, je crois que ces économies sont plus ou moins proportionnelles à la somme des crédits de chaque ministère. De toute façon, les premiers ministères, quant à la somme des économies, sont les trois services de défense. Vient ensuite le ministère des Affaires des anciens combattants à Washington. Les trois suivants sont le ministère du Trésor, qui correspond à notre ministère des Finances, puis le ministère du Commerce, qui correspond à peu près au nôtre, et le ministère de l'Agriculture.

Les sommes épargnées dans ces trois derniers ministères durant l'année financière 1950 ont été de \$252,698 au ministère du Trésor, de \$230,030 au ministère du Commerce, et de \$222,090 au ministère de l'Agriculture. Il n'y a évidemment pas de quoi oblitérer la dette nationale, mais ce sont tout de même des sommes d'une certaine importance. Si nous pouvions réaliser des économies de ce genre dans nos services administratifs, cela vaudrait assurément la peine, non seulement du point de vue simplement pécuniaire, mais du point de vue moral, du point de vue démocratique.

Outre ce tableau très complet qui intéresse l'année financière 1950, M. Parker, du bureau du budget à Washington, m'a également fait parvenir un autre tableau intitulé "Sommaire des résultats du programme des propositions". Dans ce tableau le département de la défense est indiqué sous une autre rubrique que les départements du secteur civil, puis on groupe les deux ensemble et on indique les résultats au cours des années où ce régime s'est appliqué. C'est dire, en somme, qu'il vise les années financières aux États-Unis depuis 1947 jusqu'à 1950 inclusivement.

Je ne veux pas donner lecture de trop de chiffres, mais il est intéressant, je pense, de remarquer le total des économies réalisées grâce à l'application de ce programme pour chacune des quatre années visées par le tableau. Pour 1947 on a réalisé, au total, une économie de \$16,739,878. Pour 1948 ce chiffre a été porté à \$15,781,663; pour 1949 à \$18,422,948 et pour 1950, à \$20,652,989, chiffre que j'ai déjà cité en parlant de l'autre tableau. Un autre des points dont les honorables députés feraient bien de se souvenir en regardant ces chiffres, c'est que ces éco-

nomies se reproduisent tous les ans. Si on parle des économies de 1950, par exemple, on parle des nouvelles économies réalisées grâce aux idées exprimées par les employés et à l'égard desquelles des primes ont été versées au cours de cette année-là. Si on songe que les économies réalisées ces années-là ont été maintenues tout le temps...

M. Sinclair: Pas nécessairement.

M. Knowles: ... on se rend compte qu'avec le temps, ce système peut être extrêmement utile.

M. Sinclair: L'honorable député me permet-il une interruption?

M. Knowles: Oui.

M. Sinclair: Les économies ne sont pas nécessairement cumulatives. Il peut y avoir une économie à l'égard d'une dépense en particulier, réalisée pendant une année seulement.

M. Knowles: Je le crois. Les économies ne sont pas nécessairement cumulatives, mais en toute probabilité elles le sont, puisqu'elles résultent d'ordinaire d'une proposition visant à faire accomplir autrement une activité administrative. Encore une fois, je suis très heureux que la mesure prévoit que notre gouvernement va instituer un système de ce genre. Après avoir lu la mesure américaine, je me suis aperçu qu'elle est plus obligatoire, tandis que la nôtre est plus facultative. Cela peut tenir uniquement à la façon différente dont notre mesure sera conçue. Il nous arrive si souvent à la Chambre de nous disputer sur la question de savoir si le verbe "pouvoir" implique la nécessité d'agir, mais dans ce cas-ci, je souhaite que, puisque cela figure au projet de loi, cela indique que le Gouvernement a l'intention d'instituer un régime de ce genre.

Je me suis attardé à exposer les détails du programme parce que j'appuie de tout cœur la mesure; et j'ose espérer que le fait d'avoir exposé au Gouvernement ce qui se fait aux États-Unis l'incitera à inaugurer un pareil système le plus tôt possible.

Autre suggestion, avant de terminer. J'ai ici deux tableaux. Je tiens à dire franchement que je ne demande pas qu'ils soient consignés au compte rendu. Toutefois, certains honorables députés pourront penser que ce serait une bonne idée d'avoir ces renseignements à portée de la main. Je serai donc heureux, si j'en ai la permission, de les consigner au hansard.

Des voix: D'accord.

M. Knowles: Encore une fois, les tableaux viennent de Washington; ils enregistrent l'expérience acquise par le gouvernement des États-Unis: